



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 9 février 2009

CONTENU

Relations commerciales

La politique du COOL : source de rivalité entre les USA et le Mexique?..... 1

Politique commerciale américaine

Judd Gregg au Département du Commerce..... 1

Le *Buy American* : stimulation économique ou néo-protectionnisme? 3

Propriété intellectuelle

Pour une protection mondiale des DPI : le NFCT prend l'initiative 4

Relations commerciales

La politique du COOL: Le Mexique porte l'affaire contre les USA à l'OMC

Le Mexique a l'intention de poursuivre les USA devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour leur politique de *country-of-origin labeling* (COOL). Les autorités commerciales mexicaines ne cherchent pas à envenimer leurs relations économiques avec les USA mais elles demandent plutôt des prix plus élevés pour la vente de leur bétail que ceux proposés sous le mandat COOL. Le Mexique a déjà demandé des consultations à l'OMC le 17 décembre 2009 et s'est vu imposer 60 jours de délai avant l'institution d'un panel sur le litige. Cela dit, il est peu probable que le Mexique fasse appel à l'organe de règlement des différends (DSP) de l'OMC dans les jours qui suivent (c.-à-d., le 19 février) et ce, pour deux raisons. La première tient au fait que les consultations demandées par le Mexique portent, en réalité, sur une règle *par intérim* du Département américain de l'Agriculture; laquelle deviendra obsolète le 16 mars prochain. Dès lors, Mexico devra recommencer son processus formel de consultation. La seconde tient au fait que les consultations avec le Mexique sont prévues pour la fin du mois de février et qu'en conséquence, les USA traiteront de la question à ce moment et non avant.

Source: Inside US Trade, « Mexico to proceed against COOL at WTO », February 6, 2009 - Vol. 27, No. 5, p. 12.

Politique commerciale américaine

Judd Gregg au Département du Commerce

Le Président Barack Obama vient d'annoncer son choix pour le poste du Secrétaire au Commerce. Il s'agit du Sénateur républicain, Judd Gregg qui, selon les cercles du Congrès, est reconnu pour être pro-libre-échange. Plusieurs



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 9 février 2009

associations comme la *National Association of Manufacturers* (NAM) et le *National Foreign Trade Council*, ont bien accueilli cette nomination, mais d'autres comme la confédération *American Federation of Labor-Congress of Industrial Organizations* (AFL-CIO) a rappelé que Gregg n'est pas un ardent défenseurs des unions syndicales. L'AFL-CIO se base sur l'observation des votes de Gregg au Sénat. Selon leurs statistiques, il aurait voté en faveur du *fast-track trade negotiating authority* et de nombreux accords de libre-échange (Pérou, Oman, Maroc, Australie, Singapour, Chili, ALÉNA, etc). Plus encore, il aurait voté contre l'augmentation du salaire moyen, contre l'élargissement de l'assurance-emploi ainsi que de l'assurance maladie pour les enfants et en faveur, du *Employee Free Choice Act*. Bref, tous des enjeux importants pour l'AFL-CIO.

Dans la même veine, le *U.S. Business and Industry Council* (USBIC) a accusé Gregg d'avoir supporté la délocalisation d'emplois américains. Le USBIC a également qualifié le choix de Gregg comme étant « contraire à la stratégie de sauvetage économique de l'administration Obama ». En revanche, le secteur privé demeure sceptique face à l'influence qu'aura le Secrétaire au Commerce dans la formulation de la politique commerciale des USA, en ce qu'elle relèvera plutôt de la Maison Blanche. Toutefois, le vice-président de la Chambre américaine du Commerce (association d'entreprises), Mark Esper, a déclaré que Gregg connaissait très bien les enjeux entourant la protection de la propriété intellectuelle américaine et qu'en conséquence, sa nomination représentait un « signe de bienveillance » de la part d'Obama. Pour leur part, d'importants avocats en droit commercial ont affirmé qu'il est trop tôt pour juger de l'impact de cette nomination sur le travail de l'*International Trade Administration*.

Quelques faits au sujet de la carrière politique de Gregg peuvent cependant nous donner une idée de ses tendances face au commerce extérieur. En 2005, il a voté contre le *Continued Dumping and Subsidy Offset Act*, un projet de loi néo-protectionniste mieux connu sous le nom de l'amendement Byrd. La même année, Gregg a voté pour la mise en œuvre du *Central America Free Trade Agreement* (CAFTA), mais s'est abstenu de voter une motion limitant le débat sur les enjeux entourant l'accord en question. En 2007, Gregg faisait parti des 23 sénateurs ayant voté contre un amendement proposé par le Sénateur Byron Dorgan sur la limitation des livraisons des camions mexicains. Au Congrès, la décision d'Obama fut bien accueillie par John Rockefeller, le président du Comité sur le commerce, la science et les transports qui étudiera la nomination de Gregg, mais a suscité l'irritation de certains membres, notamment en ce qui a trait au vote de Gregg en 1995 en faveur de la diminution du budget du Département du Commerce.

Enfin, selon le politologue et journaliste, Charlie Cook, la nomination de Gregg est une bonne chose pour la nouvelle administration, car il agira en tant qu' « ambassadeur aux républicains de centre-droit ». Ainsi, Gregg pourrait rallier de deux à quatre votes républicains sur d'éventuelles initiatives de



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 9 février 2009

l'administration Obama. Parmi les républicains centristes identifiés par Cook figurent : Olympia Snowe (R-ME), Susan Collins (R-ME), Arlen Specter (R-PA), George Voinovich (R-OH), Richard Lugar (R-IN), Lisa Murkowski (R-AK) and John McCain (R-AZ).

Source: *Inside US Trade*, « Obama Pick For Commerce Secretary Viewed As Voice For Free Trade », February 6, 2009 - Vol. 27, No. 5, p. 5-6.

Le Buy American: stimulation de l'économie américaine ou néo-protectionnisme?

En dépit des changements apportés par le Sénat aux dispositions « *Buy American* » proposées dans le plan de sauvetage économique, d'importants exportateurs américains ont affirmé qu'ils feront tout ce qui est en leur pouvoir pour « abroger ces dispositions ». Ces derniers ne sont pas satisfaits de l'approbation par le Sénat de l'amendement proposé par le président du Comité des Finances, Max Baucus. Cet amendement assure que les dispositions « *Buy American* » s'appliqueront dans le respect des engagements internationaux des USA. L'amendement vise, en quelque sorte, à apaiser les craintes des partenaires commerciaux des USA pour qui ces dispositions constituent une violation des obligations américaines sous le *Government Procurement Agreement* de l'OMC.

Selon les opposants à l'amendement, de telles dispositions posent un « obstacle à la coopération commerciale internationale, qui est nécessaire en ce temps de crise mondiale. » Ils ont affirmé que l'amendement allait à l'encontre de l'engagement pris par les USA au sein du G-20 en novembre dernier. Ce sommet a effectivement fait, de la levée des barrières non-tarifaires et des mesures néo-protectionnistes, son cheval de bataille face à la crise économique mondiale. De leur côté, les tenants de l'amendement affirment que les efforts des entreprises privées ne sont pas motivés par la substance des dispositions *Buy American*, mais plutôt par « un désir d'influencer » la politique commerciale de l'administration Obama.

A priori, l'opposition risque de se heurter à plusieurs obstacles si l'on considère que le 4 février dernier, le Sénat a rejeté le contre-amendement du Sénateur John McCain, visant à abroger les dispositions *Buy American*, par un vote de 65 contre 31. Neuf sénateurs républicains se seraient ralliés à la cause de Baucus contre McCain. De plus, le président du Comité de la chambre basse sur les transports et l'infrastructure, Jim Oberstar, a menacé de se retourner contre le plan de sauvetage économique si les dispositions *Buy American* en venaient à être retirées : « If it's not in, I'm not supporting it and I'm bringing a lot of votes with me. »



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 9 février 2009

Il semble y avoir confusion au sein même de la Maison Blanche. En effet, le 29 janvier dernier, dans une entrevue avec CNBC, le vice-président Joe Biden, a réfuté l'idée selon laquelle les dispositions *Buy American* correspondaient à du néo-protectionnisme. Il a également affirmé qu'il « n'y avait rien de mal avec des dispositions visant à protéger et créer des emplois ». Mais cinq jours plus tard, le Président Obama a déclaré dans une entrevue avec ABC que l'inclusion de ces dispositions dans le plan de sauvetage serait, à l'heure actuelle, « une erreur » et qu'elles constituent bel et bien « une violation des accords de l'OMC ainsi qu'une forme de protectionnisme ». Dans un effort pour dissiper la confusion, le porte-parole de la Maison Blanche, Robert Gibbs a déclaré qu'Obama veut « être sûr que chaque législation votée soit congruente avec les accords commerciaux américains et ne représente pas de changement radical de la position des USA en ce qui a trait au commerce international. »

Par ailleurs, les mesures entourant le *Buy American* étaient au centre des discussions au Forum économique mondial de Davos (Suisse) la semaine dernière. Les ambassadeurs du Canada, de l'Union Européenne et de l'Australie ont fait valoir leur désaccord en arguant que de telles mesures allaient à l'encontre de la nécessité de garder le marché américain « ouvert ». Ainsi selon l'ambassadeur canadien aux USA, Michael Wilson, ce précédent émanant des USA s'avérera contre-productif en ce qu'il « risque d'avoir des répercussions néfastes partout dans le monde. » Plus direct, le Ministre australien du Commerce a déclaré dans une entrevue à la BBC le 4 février dernier, que les dispositions *Buy American* provoqueront des actes de représailles de la part des partenaires commerciaux des USA : « [W]hat's the point of America saying 'all steel has to be produced here' if Korea then starts putting bans on U.S. autos, or U.S. beef? ». It's that retaliation that will send the world into a downward spiral, it will worsen the global crisis that we're already in. » Ce genre de commentaires viennent s'ajouter à ceux des 125 associations et corporations qui luttent présentement contre le *Buy American*.

Source: *Inside US Trade*, « Business Groups Focused On Killing 'Buy American' Rules In Conference », February 6, 2009 - Vol. 27, No. 5, p. 22-22.

Propriété intellectuelle

Pour une protection mondiale de la propriété intellectuelle : le NFCT prend l'initiative

Le Conseil national américain du commerce extérieur (NFCT) a rappelé les avantages de la protection mondiale des droits de la propriété intellectuelle (DPI) pour les grandes économies émergentes comme celles du Brésil, de l'Inde et de la Chine. Selon le président du NFCT, Bill Reinsch, « si les entrepreneurs dans ces pays en venaient à réaliser ce que la protection des DPI pourrait leur



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 9 février 2009

apporter, ils seraient plus enclin à collaborer pour que leurs gouvernements respectifs travaillent ensemble sur la question des DPI ». Sur ce point, l'initiative du NFTC de former un Forum mondial pour l'innovation pourrait, à long terme, favoriser des rapprochements entre diverses industries américaines, brésiliennes, indiennes et chinoises dans le but de forger une coopération durable dans le domaine des DPI entre ces pays. En retour, cette initiative favorisera la protection de la propriété intellectuelle d'entreprises nationales américaines dites stratégiques comme les firmes pharmaceutiques, les firmes de hautes technologies ainsi que tout ce qui entoure l'industrie musicale et cinématographique.

Cela étant, Reinsch a souligné qu'une telle proposition rencontrera des difficultés en Chine, où les groupes de pressions étrangers sont souvent perçus comme étant « hostiles » aux yeux des hautes instances politiques de Pékin. Par ailleurs, selon le directeur du Forum mondial pour l'innovation, John Stubbs, « la poursuite de cette stratégie collaborative ne signifie pas que les efforts du gouvernement américain de *sécuriser* les DPI des firmes américaines ont échoué ». *A contrario*, poursuit Stubbs, le forum fût institué afin de « forger une discussion sur les avantages de la protection des DPI et sur les moyens pour que chaque pays impliqué dans le processus puisse en bénéficier. » Enfin, selon Reinsch, ce genre de dialogue « est nécessaire pour contrecarrer les attaques » de la part de certains pays et organisations non-gouvernementales percevant les mécanismes de protection des DPI comme des instruments extra-économiques ne bénéficiant qu'aux entreprises occidentales.

Source: *Inside US Trade*, « NFTC Launches Global Innovation Forum To Protect Intellectual Property », February 6, 2009 - Vol. 27, No. 5, p. 21.

Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Direction scientifique : Christian Deblock

Recherche et Rédaction : Guillaume Mascotto

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - ceim@uqam.ca

